

Les établissements de formation professionnelle⁹ seront impliqués dans le projet, à la fois comme bénéficiaires (recevant des infrastructures ou des nouvelles filières de formation) et comme acteurs (pourvoyeurs de formation et accompagnateurs de l'insertion¹⁰).

Les associations sportives et culturelles (ASC)¹¹ : elles constituent le mouvement associatif de jeunesse le plus représentatif au Sénégal. Le projet pourra par exemple s'appuyer sur ces organisations communautaires de base pour atteindre le cœur de cible de ses différentes composantes.

Le Conseil National de la Jeunesse du Sénégal (CNJS) est une plateforme qui regroupe les organisations nationales de jeunes. Pour garantir cette représentativité, le CNJS a mis en place des conseils de jeunesse dans tous les départements et communes du Sénégal. Parmi ses nombreuses missions, la plateforme participe notamment à la formation civique, technique et professionnelle des jeunes, à impulser et coordonner la participation de la jeunesse à des actions de développement communautaire, d'intérêt national ou local, à promouvoir entre les jeunes du Sénégal, de l'Afrique et du monde, des sentiments de fraternité et de compréhension mutuelle, et à préparer, de concert avec l'État et l'ensemble des partenaires, la participation de la jeunesse sénégalaise aux rencontres nationale et internationale. En outre, la jeunesse pourra être associée à travers d'autres organisations représentatives structurées (Consortium Jeunesse Sénégal par exemple) ou initiatives œuvrant pour la création d'opportunités pour la jeunesse, en particulier la plus vulnérable ou marginalisée.

Le secteur privé : de nombreux opérateurs économiques (grandes enseignes de distribution, fournisseurs d'articles de sport, artisans, hôteliers et restaurateurs, sociétés de service...) pourront tirer parti des opportunités économiques générées par les JOJ Dakar 2026. Cela nécessitera un renforcement préalable de leurs ressources humaines (recrutements et formations), ce qui créera des possibilités de collaboration avec le projet. Le développement des filières de formation dans le cadre de l'Action se fera en lien étroit avec le secteur privé : entreprises demandeuses de jeunes qualifiés, organisations patronales, organisations des branches professionnelles et chambres consulaires, mais aussi possible implication de centres de formation privés, outre les centres de formation publics.

Les collectivités territoriales constituent des démembrements de l'État visant à "organiser le Sénégal en territoires viables et porteurs de développement durable et inclusif". Elles sont chargées du développement économique, social et environnemental de leur territoire, également à travers, par exemple, les **Agences Régionales de Développement (ARD)**, qui sont un instrument public décentralisé, émanation directe des collectivités territoriales, au service du développement social et économique local, notamment dans le domaine de l'insertion professionnelle des jeunes. La FPT est une des compétences transférées aux Conseils Départementaux (planification) et aux Communes (mise en œuvre). L'action favorisera leur implication dans l'insertion des jeunes et le développement des chaînes de valeur.

Le groupe cible prioritaire du projet est constitué des jeunes femmes et hommes âgés de 15 à 35 ans, issus de toutes les régions du Sénégal, en formation ou en recherche d'insertion professionnelle. Il s'agira plus spécifiquement :

- de jeunes faisant partie des volontaires sélectionnés dans le cadre de l'organisation des JOJ Dakar 2026, qui seront accompagnés dans un parcours conduisant à leur insertion professionnelle ;
- de jeunes, apprenant (e)s et apprenti(e)s de la FPT ;
- de jeunes en réflexion sur leur orientation et leur insertion professionnelle, qui recevront des informations pertinentes sur les opportunités offertes par les métiers de la FPT.

D'autres groupes seront ciblés, par exemple : les communautés dont les jeunes sont issus, qui bénéficieront d'informations sur les opportunités d'insertion, et les personnels, formateurs et maîtres d'apprentissage de la FPT, appuyés à développer des nouvelles filières de formation.

⁹ Actuellement au Sénégal 424 établissements de formation professionnelle, dont 12 lycées techniques, 110 centres de formation publics et 302 centres de formation privés dispensant des formations diplômantes ou certifiantes.

¹⁰ Notamment à travers leur CAI (Cellule d'Appui à l'Insertion).

¹¹ Apparues au Sénégal dès les années 1920 par la mobilisation spontanée des jeunes pour des rencontres de football, les *navetane* (du wolof *navet* : hivernage. Littéralement : "pratique exercée pendant l'hivernage") sont à l'origine des ASC.